

Brochure n° 3092

Convention collective nationale

IDCC : 504. – **INDUSTRIES ALIMENTAIRES DIVERSES**
(4^e édition. – Mars 1999)

AVENANT « SALAIRES » N° 50 DU 21 DÉCEMBRE 2004
À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2005

NOR : *ASET0550186M*
IDCC : *504*

Entre :

Le syndicat français des fabricants de café soluble ;
Le syndicat national de l'industrie et du commerce du café ;
La chambre syndicale des torréfacteurs de France ;
L'union des torréfacteurs de France ;
Le syndicat de la chicorée de France ;
Le syndicat national des fabricants de bouillons et potages ;
La fédération des industries condimentaires de France ;
Le syndicat national des fabricants de vinaigres ;
La chambre syndicale française de la levure,

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération du personnel d'encadrement de la production, de la transformation, de la distribution des services et organismes agroalimentaires et des cuirs et peaux CFE-CGC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation (FGTA) FO ;

La fédération des syndicats des commerces, services, force de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Ressources garanties

a) Ressource brute mensuelle garantie hiérarchisée

La RMGH comprend le salaire de base et toutes les primes et gratifications existant dans l'entreprise, à l'exception de la prime d'ancienneté aux taux prévus à l'article 13 de l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 et des sommes constituant un remboursement de frais ou versées en contrepartie directe des conditions particulières de travail en raison desquelles une prime spéciale a été prévue par la convention collective.

La RMGH, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2005, est égale pour chaque coefficient hiérarchique, tel qu'il ressort de l'accord de classification de poste du 30 novembre 1992, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

Dans le cas d'un horaire de travail inférieur à la durée mentionnée en annexe, elle est réduite proportionnellement, sous réserve du respect des dispositions de l'accord du 18 mars 1999.

A cette RMGH s'ajoute la rémunération des heures supplémentaires calculées selon les dispositions légales.

Aucun salarié (à l'exception notamment des apprentis, des jeunes travailleurs, des travailleurs handicapés et des titulaires de contrats de qualification et d'orientation) ne peut percevoir une rémunération inférieure au minimum fixé par la loi, même si la ressource garantie conventionnelle devait être inférieure à celui-ci.

b) Ressource contractuelle annuelle

La ressource contractuelle annuelle (RCA), instituée par l'avenant n° 33 du 5 avril 1991, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2005, est égale, pour chaque coefficient hiérarchique tel qu'il ressort de l'accord de classification de poste du 30 novembre 1992, au montant figurant dans le tableau joint en annexe.

La définition de la RCA est la même que celle de la RMGH visée au *a*.

La RCA est garantie au personnel ayant au moins 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, la régularisation intervenant au 31 décembre de chaque année.

S'il y a lieu, cette régularisation est faite *pro rata temporis* pour le personnel remplissant cette condition d'ancienneté au sens de l'article 19 de la convention collective.

Article 2

Primes

Depuis le 1^{er} juillet 1998, un barème d'assiette de primes (BAP) est institué. Il sert de base au calcul des différentes primes prévues par la convention collective et l'accord de mensualisation du 22 juin 1979 (travail de nuit, primes de froid et de chaleur, prime d'ancienneté, prime annuelle).

Les montants de ce BAP, applicable à compter du 1^{er} janvier 2005, sont définis en annexe.

Article 3

Le présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris.

Fait à Paris, le 21 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème d'assiette de primes

(base 151,67 heures par mois)

Applicable à compter du 1^{er} janvier 2005

NIVEAU	COEFFICIENT	MONTANT (en euros)
I	120	869,72
	125	885,88
	130	902,35
	135	919,12
	140	934,06
II	145	949,30
	150	966,07
	155	983,30
	160	995,95
	165	1 008,91
III	170	1 021,56
	175	1 031,47
	180	1 041,38
	185	1 051,14
	190	1 061,05
	195	1 074,16
IV	200	1 089,40
	210	1 120,96
	220	1 154,95
V	230	1 189,71
	240	1 224,32
	250	1 258,62
VI	260	1 293,07
	270	1 327,37
	280	1 361,83
	290	1 395,98
VII	300	1 430,28
	310	1 471,90
	320	1 511,84
	330	1 552,69
	340	1 593,24

Barème de ressources garanties
(base 151,67 heures par mois)
Applicable à compter du 1^{er} janvier 2005

NIVEAU	COEFFICIENT	RESSOURCES GARANTIES (en euros)	
		Annuelle	Mensuelle
I	120	15 247,60	1 198,16
	125	15 308,59	1 201,89
	130	15 369,82	1 205,62
	135	15 431,30	1 209,35
	140	15 493,03	1 213,25
II	145	15 647,96	1 224,89
	150	15 804,44	1 236,53
	155	15 962,48	1 248,27
	160	16 122,11	1 260,51
	165	16 283,33	1 272,87
III	170	16 478,73	1 288,10
	175	16 676,47	1 303,75
	180	16 876,59	1 319,60
	185	17 079,11	1 335,66
	190	17 284,06	1 351,92
	195	17 491,47	1 368,11
IV	200	17 841,30	1 395,99
	210	18 198,12	1 423,10
	220	18 562,09	1 450,59
V	230	19 137,51	1 495,65
	240	19 730,77	1 542,20
	250	20 342,43	1 590,32
VI	260	20 901,84	1 634,06
	270	21 476,64	1 679,11
	280	22 067,25	1 725,45
	290	22 674,10	1 773,18
VII	300	23 297,64	1 822,28
	310	23 938,32	1 872,20
	320	24 596,63	1 923,73
	330	25 273,04	1 976,70
	340	25 968,04	2 031,23
VIII	350	26 682,17	2 052,47
	360	27 415,92	2 108,92
	370	28 169,86	2 166,91
	380	28 930,45	2 225,42
	390	29 691,32	2 283,95

NIVEAU	COEFFICIENT	RESSOURCES GARANTIES (en euros)	
		Annuelle	Mensuelle
IX	400	30 359,37	2 335,34
	410	31 042,46	2 387,88
	420	31 740,92	2 441,61
	430	32 455,09	2 496,55
	440	33 185,33	2 552,72
	450	33 938,63	2 610,66
	460	34 685,28	2 668,10
	470	35 437,95	2 726,00
	500	37 698,89	2 899,91
X	600	45 238,67	3 479,90
	700	52 779,96	4 060,00
Contrepartie opération d'habillage-déshabillage, indemnité forfaitaire mensuelle : 7,62 €.			